

Art. 2. — M. Alphonse Tournier, directeur général du bureau international de l'édition mécanique, exercera les fonctions de secrétaire général de la commission de la propriété intellectuelle, en remplacement de M. François Hepp, qui a demandé à être relevé de ses fonctions.

Art. 3. — Le ministre de l'industrie et du commerce, le garde des sceaux, ministre de la justice et le ministre de l'éducation nationale sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 février 1950.

GEORGES BIDAULT.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de l'éducation nationale,
YVON DELBOS.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
RENÉ MAYER.

Le ministre de l'industrie et du commerce,
ROBERT LACOSTE.

Décret n° 50-174 du 3 février 1950, sur les guides de montagne, pris en application de la loi n° 48-267 du 18 février 1948.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale, du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu l'article 6 de la loi du 18 février 1948 sur les guides de montagne;

Vu l'avis des organisations professionnelles intéressées,

Décète:

TITRE I^{er}. — Dispositions générales.

Art. 1^{er}. — Le ministre chargé des sports et le ministre chargé du tourisme délivreront, dans les conditions précisées aux articles ci-après, aux personnes qui conduisent, moyennant rémunération, d'autres personnes sur les rochers et dans les régions glaciaires, les brevets suivants:

- Guide de haute montagne;
- Guide de montagne.

Ne peuvent postuler ces brevets que les élèves guides titulaires du brevet d'aspirant guide délivré dans les conditions définies à l'article 5 ci-dessous.

Ces brevets sanctionnent:

- 1° L'aptitude physique et la valeur technique;
- 2° Les qualités morales et la valeur pédagogique.

Art. 2. — Le ministre chargé des sports et le ministre chargé du tourisme sont assistés d'une commission consultative présidée par le ministre chargé des sports ou par un de ses représentants choisi parmi les hauts fonctionnaires de la direction générale de la jeunesse et des sports. Cette commission comprend des représentants, titulaires et suppléants, des ministres intéressés, de la fédération française de la montagne et des organisations professionnelles de guides, à raison d'un tiers pour les représentants des ministres intéressés, d'un tiers pour les représentants de la fédération et d'un tiers pour les représentants des organisations professionnelles de guides. Les membres de la commission sont désignés par arrêté interministériel, après consultation des organismes qu'ils ont mission de représenter.

Art. 3. — La commission consultative visée à l'article 2 ci-dessus se réunit à l'initiative, soit de l'un des ministres visés à l'article 2, soit du président de la fédération française de la montagne, soit sur la demande du tiers de ses membres.

Elle ne délibère valablement que si la moitié des membres la composant sont présents ou représentés.

Les membres titulaires de la commission consultative, en cas d'empêchement, pourront être représentés par leurs suppléants respectifs.

Les avis et les vœux sont pris à la majorité relative des membres présents ou représentés.

La voix du président est prépondérante en cas de partage des voix.

La commission élabore son règlement intérieur.

Art. 4. — La commission consultative donne son avis sur les candidatures aux brevets définis à l'article 1^{er}, les programmes de stages de formation et de perfectionnement ainsi que sur les programmes d'examen, la composition des jurys

d'examen, la délivrance et le retrait des autorisations d'enseigner, les tarifs et d'une manière générale sur toutes les questions intéressant la profession de guide.

Elle assure la liaison entre la profession, la clientèle et les organisations collectives utilisant le service des guides et veille à l'observation par les titulaires des brevets des prescriptions réglementaires.

Son secrétariat centralise les dossiers et fichiers administratifs concernant l'ensemble des guides et d'une manière générale tout ce qui a trait à la profession.

TITRE II. — Conditions de délivrance du brevet d'aspirant guide.

Art. 5. — Le ministre chargé des sports délivre un brevet d'aspirant guide. Pour obtenir ce brevet, il faut être âgé d'au moins dix-huit ans et d'au plus trente ans, accomplis et être Français.

La délivrance de ce brevet est subordonnée à la participation à un stage probatoire et aux résultats d'un examen.

Art. 6. — Les candidats doivent adresser au ministre chargé des sports qui décide de l'acceptation des candidatures après avoir transmis celles-ci pour étude et avis à la commission consultative une demande accompagnée des pièces suivantes:

- 1° Un extrait d'acte de naissance sur papier libre;
- 2° Un bulletin n° 3 du casier judiciaire;
- 3° Un certificat médical ayant moins de trois mois de date, établissant l'aptitude physique dans des conditions qui seront déterminées par arrêté du ministre chargé des sports;
- 4° Une attestation que l'intéressé paraît capable d'exercer les fonctions d'aspirant guide, émanant soit d'un syndicat de guides, soit d'une association affiliée à la fédération française de la montagne, soit de deux guides, soit de trois alpinistes qualifiés reconnus comme tels par la commission consultative et accompagnée d'une liste de courses en haute montagne certifiée exacte sur l'honneur par le candidat.

Ils doivent en outre souscrire:

- 1° Un engagement de se mettre en permanence à la disposition des alpinistes ou des collectivités dans un centre d'alpinisme homologué par la fédération française de la montagne, pendant toute la durée des saisons d'été. Cette période est fixée par arrêté interministériel après consultation du syndicat ou des syndicats des guides intéressés;
- 2° Un engagement de se tenir à la disposition du ministère chargé des sports ou de la fédération française de la montagne pour enseigner l'alpinisme avec rétribution dans tout organisme désigné par le ministre ou la fédération à compter de la fin du stage préalable à l'obtention du diplôme et à raison d'un mois par saison pendant trois saisons sous réserve que la demande en soit faite à l'intéressé au plus tard le 1^{er} avril précédant chaque saison. Il prend fin quelle que soit la date du stage considéré lorsque l'intéressé obtient le brevet de guide.

Art. 7. — Le programme du stage et de l'examen, la composition et les modalités de réunion des jurys d'examen sont fixés par arrêté du ministre chargé des sports après avis de la commission consultative. Le jury comprend toujours une majorité absolue des guides brevetés.

Le brevet d'aspirant guide n'autorise pas son titulaire à prendre la responsabilité de la conduite d'une cordée en montagne. Toutefois, l'aspirant guide peut être autorisé soit par son syndicat, soit par l'organisme responsable des stages d'alpinisme à prendre, sous la responsabilité d'un guide, la tête d'une cordée. Le guide, appartenant ou non à la même cordée, n'en demeure pas moins le chef de la caravane et est, par suite, directement responsable des incidents qui pourraient survenir.

TITRE III. — Conditions de délivrance des brevets de guides.

Art. 8. — Le brevet de guide de haute montagne peut être délivré à tout candidat capable d'exercer sa profession en haute montagne et en terrain difficile.

Le brevet de guide de montagne est délivré seulement pour les courses d'importance secondaire. Il n'est valable que dans la région pour laquelle il a été délivré. Un arrêté du ministre chargé des sports et du ministre chargé du tourisme pris sur avis de la commission consultative fixe le nom et les limites des diverses régions.

Pour obtenir ce brevet, il faut être âgé de vingt-trois ans accomplis et avoir effectué deux saisons alpines depuis l'obtention du brevet d'aspirant guide.

La délivrance de ce brevet est subordonnée à la participation à un stage probatoire et aux résultats d'un examen.

Art. 9. — Les candidats doivent adresser au ministre chargé des sports qui décide de l'acceptation des candidatures après avoir transmis celles-ci pour étude et avis à la commission consultative une demande accompagnée des pièces suivantes :

1° Une liste de courses faites soit avec des alpinistes, soit avec des stagiaires appartenant à des cours organisés sous l'égide de l'administration des sports, de l'armée, de la fédération française de la montagne, certifiée par le ou les guides l'administration ou la fédération sous la direction desquels elles ont été effectuées, prouvant que l'intéressé a eu une activité professionnelle normale ;

2° Une attestation que l'intéressé paraît capable d'exercer les fonctions de guide émanant soit d'un syndicat de guides, soit d'une association affiliée à la fédération française de la montagne, soit de deux guides ;

3° Un certificat médical ayant moins de trois mois de date, établissant l'aptitude physique dans des conditions qui seront déterminées par arrêté du ministre chargé des sports ;

4° Un bulletin n° 3 du casier judiciaire.

Ils doivent en outre souscrire :

1° Un engagement de se mettre en permanence à la disposition des alpinistes ou des collectivités dans un centre d'alpinisme homologué par la fédération française de la montagne pendant toute la durée de la saison d'été. Cette période est fixée par arrêté interministériel après consultation du syndicat ou des syndicats de guides intéressés ;

2° Un engagement de se tenir à la disposition du ministre chargé des sports, pour enseigner l'alpinisme avec rétribution, dans un établissement d'Etat, à compter de la fin du stage à raison d'un mois par saison pendant un délai de deux ans commençant à courir le jour de la délivrance du brevet, sous réserve que la demande en soit faite à l'intéressé au plus tard le 1^{er} avril précédant chaque saison.

Si cet engagement qui a priorité sur l'engagement précédent n'est pas tenu, le remboursement des frais de stage dont le montant sera fixé à l'occasion de chaque engagement pourra être demandé à l'intéressé.

Art. 10. — Le programme du stage et de l'examen, la composition et les modalités de réunion des jurys d'examen sont fixés par arrêté du ministre chargé des sports, après avis de la commission consultative. Le jury comprend toujours une majorité absolue de guides.

Nul ne peut être nommé guide après l'âge de trente-cinq ans. Toutefois, des dérogations exceptionnelles pourront être accordées par le ministre chargé des sports, après avis de la commission consultative.

TITRE IV. — Retrait de l'autorisation d'exercer.

Art. 11. — L'autorisation d'exercer peut être retirée par arrêtés du ministre chargé des sports et du ministre chargé du tourisme et après avis obligatoire de la commission consultative à tout guide et aspirant guide :

1° Ne présentant plus de garanties suffisantes de technique et de sécurité ;

2° Auquel d'autres fonctions ou occupations ne permettent pas d'exercer de façon régulière et dans les conditions normales la profession de guide ou d'aspirant guide et qui, notamment, ne respecterait pas les engagements prévus aux articles 5 et 8 ;

3° Qui n'aurait pas réalisé un minimum de dix courses jugées suffisantes par la commission pendant une période de trois années consécutives ;

4° Ayant atteint l'âge de soixante ans, sauf autorisation exceptionnelle valable un an, renouvelée et accordée dans les formes prévues à l'article 6, sur rapport circonstancié accompagné de toutes les pièces nécessaires.

Dans tous les cas, l'intéressé est mis en mesure de fournir des explications écrites ou orales.

Tout guide et aspirant guide à qui l'autorisation d'exercer a été retirée, en vertu des alinéas 1^{er}, 2, 3 ci-dessus, ne peut être réintégré qu'après avoir subi à nouveau les stages et les examens prévus pour la délivrance du brevet correspondant.

Les guides auxquels l'autorisation d'enseigner est retirée par application du présent article ou qui demanderaient à ne plus exercer leur profession de guide pourront être nommés guides honoraires par le ministre chargé des sports et le ministre chargé du tourisme, après avis de la commission consultative. Une inscription sur leur livret mentionnera cette qualité.

TITRE V. — Brevet, insigne, livret.

Art. 12. — Les guides et aspirants guides reçoivent, lors de chaque nomination ou promotion, un brevet signé par le ministre chargé des sports ou son représentant, par le ministre chargé du tourisme ou son représentant et par le président de la fédération française de la montagne ou son représentant.

Ils reçoivent également un insigne dont le port est obligatoire dans l'exercice de la profession et dont la description sera faite par arrêté interministériel. A titre exceptionnel, le ministre chargé des sports et le ministre chargé du tourisme pourront autoriser les membres des syndicats organisés antérieurement à la publication du présent décret et qui en feront la demande à conserver leur insigne.

Une carte de légitimation est délivrée annuellement aux guides et aspirants guides titulaires des brevets nécessaires et n'ayant pas fait l'objet de retrait de l'autorisation d'enseigner.

Les guides et aspirants guides doivent avoir, en outre, un livret nominatif signé par le président de la commission consultative ou par le président de la fédération française de la montagne ou leurs représentants, auquel est annexée la carte de légitimation précitée et portant leurs nom, prénoms et domicile, le sceau et l'indication du siège social de leur syndicat et, s'il y a lieu, le règlement des guides et toutes prescriptions nécessaires, ainsi que des feuillets blancs numérotés et paraphés destinés à recevoir les attestations et observations des touristes.

Les guides et aspirants guides sont tenus de demander à leurs clients l'inscription de ces attestations en les priant d'indiquer lisiblement leurs nom et adresse. Les aspirants guides doivent, en outre, présenter à chaque course, pour signature, leur livret au guide sous l'autorité duquel ils ont effectué la course. Toute course non mentionnée et non certifiée sur le livret est considérée comme non exécutée.

Le livret nominatif ne peut être ni prêté ni cédé ni échangé. Sans préjudice des sanctions pénales, toute falsification du livret, opérée par un moyen quelconque, entraîne le retrait du livret par l'autorité chargée de sa délivrance. Celui qui exercera la profession de guide après la décision administrative de retrait encourra les peines prévues par l'article 4 de la loi du 18 février 1948 pour exercice illégal de la profession de guide. La perte de l'insigne ou du livret doit être immédiatement signalée au président de la commission consultative.

Dans l'exercice de leur profession, les guides et aspirants guides doivent avoir sur eux leur livret pour le présenter à toute réquisition.

TITRE VI. — Tarifs.

Art. 13. — Les tarifs des courses et leurs modalités accessoires d'application préparés par les syndicats de guides sont homologués par le ministre chargé des sports et le ministre chargé du tourisme après avis de la commission consultative. Les tarifs préciseront que les frais d'entretien des guides et aspirants guides sont à la charge des clients.

La rémunération, dans le cadre des collectivités, proposée par le ou les syndicats intéressés, est arrêtée par le ministre chargé des sports après avis de la commission consultative.

TITRE VII. — Devoirs des guides et aspirants guides.

Art. 14. — Les guides doivent veiller tout particulièrement à la sécurité des alpinistes qu'ils accompagnent.

Les décisions sont prises en accord par les membres de la cordée mais le guide reste toujours le chef de la course lorsque la sécurité est en jeu.

Les guides ne peuvent prendre dans leur cordée comme aspirants guides que des aspirants guides brevetés.

Art. 15. — Les guides et aspirants guides doivent toujours avoir une tenue propre et convenable, user de la plus grande prévenance vis-à-vis des alpinistes et faire tout ce qui est nécessaire et utile pour leur service.

En contrepartie, les alpinistes ont le devoir de se comporter à l'égard des guides et aspirants guides d'une manière convenable de façon à créer, grâce à une bonne volonté réciproque, les bonnes relations indispensables à la réussite de la course.

Art. 16. — En raison de la nature spéciale de leurs fonctions, la plus grande sobriété est exigée des guides et aspirants guides, non seulement pendant les courses, mais encore dans la vie courante.

Art. 17. — Les guides doivent être pourvus d'un équipement convenable pour les courses en haute montagne et avoir notamment un piolet, une corde en bon état, un matériel de pansement, un matériel pour signaux de détresse. Les syndicats de guides peuvent exiger que les cordes de leurs adhérents soient vérifiées par un délégué du syndicat.

Art. 18. — Les guides et aspirants guides doivent en outre tout spécialement veiller à la conservation et à l'entretien des refuges voisins de leur résidence et, le cas échéant, de ceux des autres régions.

Ils ne doivent jamais quitter un refuge sans laisser le matériel propre et en parfait état. Ils communiquent au propriétaire du refuge qu'ils ont visité les renseignements utiles qu'ils peuvent recueillir.

Là où des stations de secours sont établies les guides et aspirants guides doivent toujours déférer aux réquisitions du chef de la station ou de ses suppléants, nonobstant tous engagements qu'ils pourraient avoir.

Art. 19. — Les guides et aspirants guides ont le devoir absolu de se porter au secours des caravanes étrangères en danger, à moins que leur présence et leur assistance effectives ne soient nécessaires pour empêcher les alpinistes de leur caravane de se trouver réellement en péril.

TITRE VIII. — Contestations et réclamations.

Art. 20. — En cas de contestation entre les alpinistes ou chefs de stages et les guides ou aspirants guides, le différend est, après enquête du syndicat auquel appartient le guide ou l'aspirant guide en question, porté à la connaissance de la commission consultative qui saisit éventuellement le ministre chargé des sports et le ministre chargé du tourisme.

Art. 21. — Les alpinistes ou les chefs de stage qui ont à se plaindre d'un guide ou d'un aspirant guide doivent adresser par écrit leur réclamation, d'abord au syndicat auquel appartient le guide ou l'aspirant guide puis, si le désaccord persiste, à la commission consultative.

Il en est de même au cas où un guide ou un aspirant guide a à se plaindre de la manière dont l'alpiniste ou le chef de stage s'est comporté vis-à-vis de lui.

Toute plainte est toujours suivie d'une enquête dont les résultats sont communiqués aux intéressés.

Art. 22. — Dans le cas où un guide ou un aspirant guide estime que les observations inscrites sur son livret par un alpiniste ou par un chef de stage sont injustifiées, il peut adresser une réclamation à la commission. Si, après enquête, la réclamation est reconnue fondée par la commission, mention d'annulation des observations injustifiées est faite sur le livret.

TITRE IX. — Contrôle, sanctions et récompenses.

Art. 23. — Le contrôle de la profession de guide prévu par la loi du 18 février 1948 est assuré par les services académiques et départementaux de la jeunesse et des sports qui disposent à cet effet de contrôleurs choisis par le ministre chargé des sports parmi des personnalités de l'alpinisme ou des guides ayant une expérience et une autorité appropriées. Ces contrôleurs prêtent serment devant le président du tribunal civil du chef-lieu de leur résidence.

Le serment est prêté dans les termes suivants:

« Je jure de remplir fidèlement et convenablement les fonctions qui me sont confiées par le ministre chargé des sports, en vue de veiller à l'observation des dispositions de la loi du 18 février 1948, du décret du 3 février 1950 et des arrêtés subséquents relatifs à l'enseignement de l'alpinisme et d'observer en toutes circonstances les devoirs que m'impose la réglementation en vigueur. »

Mention de la prestation de serment est portée par le greffier du tribunal civil sur l'ampliation de l'arrêté désignant le contrôleur.

Art. 24. — Les infractions au présent règlement peuvent donner lieu, après enquête et avis du syndicat auquel appartient l'intéressé, aux sanctions suivantes:

- a) Blâme;
- b) Suspension temporaire;
- c) Retrait de l'autorisation d'enseignement.

Le blâme est prononcé par la commission consultative.

La suspension temporaire est prononcée par le ministre chargé des sports et après avis de la commission consultative.

Le retrait de l'autorisation d'enseigner est prononcé par le ministre chargé des sports et par le ministre chargé du tourisme, après avis de la commission consultative.

Les sanctions sont obligatoirement inscrites sur le livret.

Art. 25. — Dès le commencement de l'enquête, l'intéressé reçoit notification écrite des griefs formulés à son encontre et est invité à fournir des explications écrites dans le délai minimum d'un mois.

L'avis du syndicat auquel appartient l'intéressé est toujours demandé; enfin l'intéressé peut demander à être entendu personnellement par la commission consultative ou à faire présenter sa défense par un mandataire de son choix.

Art. 26. — Tout guide ou aspirant guide qui se signale par des services rendus à la cause de l'alpinisme notamment par des actes de dévouement peut recevoir les récompenses suivantes:

- a) Lettres de félicitations de la commission consultative;
- b) Lettre de félicitations du ministre chargé des sports;
- c) Médaille d'honneur (de bronze ou d'argent ou d'or) de l'éducation physique et des sports.

Art. 27. — Il est établi annuellement une liste des guides et aspirants guides présentés par région.

TITRE X. — Dispositions transitoires et finales.

Art. 28. — A titre transitoire les brevets visés au présent règlement seront délivrés dans les formes indiquées ci-dessus aux titulaires des brevets délivrés par les associations sportives, touristiques ou des syndicats professionnels, sur demande adressée au président de la commission consultative dans un délai d'un mois à partir de la publication du présent décret et sous réserve d'une activité normale des titulaires dans les cinq dernières années ou depuis leur nomination.

Les équivalences suivantes seront respectées:

Guides de haute montagne pour les brevets de guide breveté haute montagne (B. H. M.), de guide de 1^{re} classe et de chef de course délivrés par la fédération française de la montagne ou le club alpin français et pour les brevets de guide délivrés par le groupe pyrénéiste de haute montagne;

Guides de montagne pour les brevets de guide ordinaire de montagne délivrés par la fédération française de la montagne et pour les brevets de guide de 2^e classe délivrés par le club alpin français, à moins qu'il ne soit justifié d'activités permettant la délivrance du brevet de guide de haute montagne;

Guides de haute montagne ou guides de montagne pour les brevets de guides délivrés par le syndicat des guides de Chamonix et le syndicat des guides de Saint-Gervais suivant les difficultés des courses accomplies par le titulaire;

Aspirants guides pour les brevets d'aspirant guide, de porteur ou de chef de cordée délivrés par les organismes précités, par l'armée ou par l'organisme dit Jeunesse et montagne.

Art. 29. — Toutes les dispositions antérieures qui seraient contraires au présent décret sont abrogées.

Art. 30. — Le ministre de l'éducation nationale, le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 février 1950.

GEORGES BIDAULT.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de l'éducation nationale,

YVON DELBOS.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
RENÉ MAYER.

Le ministre des travaux publics, des transports
et du tourisme,
CHRISTIAN PINEAU.

Le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique,
à la jeunesse et aux sports,
ANDRÉ MORICE.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Décret n° 50-178 du 3 février 1950 tendant au rétablissement de l'indemnité allouée aux fonctionnaires du cadre scientifique de l'institut national de la recherche agronomique, chargés de l'administration d'un centre, et à la suppression de l'indemnité de fonctions allouée aux directeurs régionaux de recherches.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, du ministre des finances et des affaires économiques, du secrétaire d'Etat aux finances et du secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et de la réforme administrative,

Vu le décret n° 47-2422 du 31 décembre 1947 portant attribution d'indemnités aux administrateurs des centres de recherches agronomiques et aux directeurs régionaux de recherches;